

LA FAILLITE DU MODÈLE AGRICOLE ET AGRO-ALIMENTAIRE BRETON

Par Joël LABBÉ

- ▶ Sénateur écologiste du Morbihan
- ▶ Vice-président de la commission des Affaires économiques du Sénat
- ▶ Maire de Saint-Nolff
- ▶ Conseiller général du Morbihan (2001-11)



Les crises qui ont ébranlé le monde de l'agro-alimentaire breton ces derniers mois ont plongé salariés et territoires concernés dans une grande détresse sociale ; détresse instrumentalisée, nous l'avons vu notamment lors des soulèvements contre l'écotaxe, par ceux-là même qui en sont responsables : les grands patrons du secteur, soutenus depuis 30 ans par les Gouvernements successifs et une majorité d'élus bretons. Ces entreprises engagées dans une mondialisation sans éthique, qui jouent la carte du dumping social et environnemental sous couvert de compétitivité internationale, ont longtemps été la vitrine de l'agriculture bretonne. A l'heure d'une demande croissante des consommateurs français pour une agriculture de proximité et une alimentation de qualité, le fameux « modèle breton » a pourtant bel et bien atteint ses limites.

Produire à bas coûts des denrées bas de gamme, dans une course aux volumes, n'engendre pas de cercle vertueux. En termes économiques, ce modèle à faible valeur ajoutée ne profite qu'à une minorité et ne tient que par injonction massive d'argent public. Trop gourmande en énergie et en matières premières importées (près de la moitié des importations françaises de soja - de surcroît majoritairement OGM - pour nourrir ses animaux d'élevage), l'agriculture bretonne est particulièrement vulnérable face à la volatilité

des prix. Sur le plan social, les emplois sont peu qualifiés et l'intensification des productions ne fait qu'accentuer leur précarité. Sur le plan environnemental, les atteintes à la qualité de l'eau dues aux pollutions par les nitrates d'origine agricole et les pesticides ont des conséquences majeures sur la préservation des ressources naturelles, la biodiversité, le potentiel touristique et la santé humaine. Sans parler du coût de traitement de ces pollutions ou des sanctions européennes qui menacent la France pour non-respect des directives environnementales... En outre, ce modèle massivement exportateur méprise les réalités humaines et agricoles des pays du Sud, en concurrençant leurs agricultures vivrières.

Parallèlement, les territoires bretons subissent une pression foncière toujours plus forte, qui ne facilite pas l'accès à la terre et l'installation des jeunes. La Bretagne a divisé par 3 le nombre de ses exploitations en 40 ans, et le phénomène continue de

s'amplifier. Il y a urgence. Urgence de sortir du modèle productiviste obsolète pour amorcer la transition vers plus de durabilité. Les choix économiques qui ont été faits pour notre région il y a 40 ans ne sont plus viables.

Les élus écologistes n'ont eu de cesse au cours des derniers mois de faire entendre leur voix pour défendre une agriculture paysanne, de qualité et de proximité, agriculture permettant de renouer les liens entre territoires et alimentation : lors des débats sur le Pacte d'avenir pour la Bretagne, sur la PAC, sur le projet de libre-échange avec les États-Unis, et aujourd'hui sur la loi d'avenir agricole. Nous nous mobilisons pour une filière agricole et agro-alimentaire à haute valeur ajoutée, tournée en priorité vers les marchés régionaux et créatrice d'emplois non délocalisables. Les fonds publics doivent être réorientés vers le soutien aux circuits courts (approvisionnement de la restauration collective), à l'installation en agriculture biologique et à bas niveau d'intrants, à l'autonomie protéique, à l'accès au foncier. La Bretagne est déjà riche de nombreuses initiatives allant dans ce sens. C'est sur ces forces vives qu'elle doit s'appuyer aujourd'hui. ●

Ces entreprises engagées dans une mondialisation sans éthique, qui jouent la carte du dumping social et environnemental sous couvert de compétitivité internationale, ont longtemps été la vitrine de l'agriculture bretonne

